

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

paraissant le jeudi de chaque semaine

ABONNEMENTS	6 MOIS	UN AN	ABONNEMENTS ET INSERTIONS	ANNONCES ET AVIS
Côte d'Ivoire et pays de la CAPTEAO : voie ordinaire . . .	12.000	22.000	Adresser les demandes d'abonnement au Chef du Service des Journaux officiels de la République de Côte d'Ivoire, B.P. V 70 Abidjan, C.C.P. 12301154208-10-04.	La ligne décomptée en corps 8 de 62 lettres ou signes, interlignes et blancs compris 1.750 francs Pour chaque annonce répétée, la ligne . . 1.000 francs Il n'est jamais compté moins de 10 lignes ou perçu moins de 17.500 francs pour les annonces.
voie aérienne	18.000	29.000		
Etranger : France et pays extérieurs communs : voie ordinaire	15.000	25.000	Les abonnés désireux de recevoir un reçu, sont priés d'ajouter à leur envoi le montant de l'affranchissement.	Pour les exemplaires à certifier et à légaliser, il sera perçu en plus du prix du numéro les frais de timbre et de légalisation en vigueur.
voie aérienne	20.000	40.000		
autres pays : voie ordinaire	15.000	25.000	Les insertions au J.O.R.C.I. devront parvenir au Service des Journaux officiels au plus tard le jeudi précédant la date de parution du « J.O. ».	
voie aérienne	21.000	42.000		
Prix du numéro de l'année courante	800			
au-delà du cinquitième exemplaire	500			
Prix du numéro d'une année antérieure	1.000			
Prix du numéro légalisé	1.200			
Pour les envois par poste, affranchissement en plus.				

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1999 ACTES DU GOUVERNEMENT

2 août Loi n° 99-476 portant définition et organisation
des Institutions de Prévoyance sociale. 690

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

23 août Décret n° 99-520 chargeant M. Albert Kakou
Tiapani, ministre du Logement et de l'Urbanisme,
de l'intérim du ministère des Infrastructures
économiques, pendant l'absence de M. Jean-
Michel Moulod. 696

24 août Décret n° 99-522 chargeant M. Ahoua N'Guetta
Timothée, ministre d'Etat, chargé des Relations
avec les Institutions, de l'intérim du ministère
d'Etat, chargé de la Solidarité nationale, pendant
l'absence de M. Laurent Dona-Fologo. 696

24 août Décret n° 99-523 chargeant M. Jean-Baptiste Ayay-
Aman, ministre délégué auprès du ministre de
l'Economie et des Finances, chargé du Budget,
de l'intérim du ministère de l'Economie et des
Finances, pendant l'absence de M. N'Goran
Niamien. 696

24 août Décret n° 99-524 chargeant M. Ahoua N'Doli
Théophile, ministre de l'Industrie, du Tourisme
et des Petites et Moyennes Entreprises, de l'intérim
du ministère de l'Energie, pendant l'absence de
Mme Safiatou Ba-N'Daw. 696

1999

25 août Décret n° 99-525 chargeant M. Emile Constant
Bombet, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur
et de la Décentralisation, de l'intérim du ministère
délégué auprès du ministère des Affaires
étrangères et de la Coopération internationale,
pendant l'absence de M. Youssoufou Bamba. 696

PRIMATURE

23 avril Arrêté n° 03 S.G.G. portant nomination d'un
chargé d'Etudes au Secrétariat général du
Gouvernement. 696

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE FINANCES

4 août Décret 99-499 portant dissolution de l'Etablis-
sement public dénommé « Office central de
Mécanographie », organisation de sa liquidation
et transfert de ses activités et de ses biens. 697

4 août Décret n° 99-502 portant nomination de directeurs
généraux à la direction générale de la Comptabi-
lité publique et du Trésor. 698

4 août Décret n° 99-503 portant nomination de
comptables généraux à la direction générale
de la Comptabilité publique et du Trésor. 698

4 août Décret n° 99-504 portant nomination de
trésoriers régionaux à la direction générale de
la Comptabilité publique et du Trésor. 698

4 août Décret n° 99-505 portant nomination de
directeurs des services extérieurs à la direction
générale des Douanes et de l'inspecteur général
des Douanes. 699

MINISTERE DELEGUE AUPRES DU MINISTERE D'ETAT,
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES
ANIMALES, CHARGE DE LA PRODUCTION ANIMALE

3 août Arrêté n° 35 MD. MINAGRA. PA. portant
nomination des délégués régionaux du ministère
délégué auprès du ministère de l'Agriculture et des
Ressources animales, chargé de la Production
animale.

699

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et annonces.

699

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT

LOI n° 99-476 du 2 août 1999 portant définition et organisation
des Institutions de Prévoyance sociale.

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT
LA TENEUR SUIT :

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Article premier. — La présente loi détermine les conditions
de création, d'organisation et de fonctionnement des Institu-
tions de Prévoyance sociale.

Art. 2. — L'Institution de Prévoyance sociale est une
personne morale de Droit privé et de type particulier,
sans capital social, dont les ressources sont principalement
constituées par des cotisations de ses membres.

Son patrimoine est exclusivement affecté à l'exercice de sa
mission de prévoyance sociale, telle que prévue par son objet.

Elle dispose d'un fonds d'établissement.

Art. 3. — Les résultats de l'Institution sont obligatoirement
et intégralement affectés et répartis entre les fonds de réserve
créés par le conseil d'administration à l'effet de l'augmentation
de ses fonds propres.

En aucun cas les résultats de l'Institution ne peuvent faire
l'objet d'une distribution.

Art. 4. — L'Institution de Prévoyance sociale est régie par
les dispositions de la présente loi, les décrets pris pour son
application, et notamment, pour chaque Institution, son décret
de création, et par le Traité instituant la Conférence interafricaine
de la Prévoyance sociale (C.I.P.R.E.S.).

A titre subsidiaire, l'Institution de Prévoyance sociale est
régie par les dispositions législatives et réglementaires appli-
cables aux sociétés commerciales si celles-ci ne sont pas
contraires à celles de la présente loi et des décrets pris pour
son application.

Art. 5. — Son personnel est régi par les dispositions du Code
du Travail.

Art. 6. — L'Institution de Prévoyance sociale, en raison de
sa vocation sociale particulière est exonérée de l'impôt sur les
bénéfices industriels et commerciaux (B.I.C.), et de la patente.

Art. 7. — Ne peuvent, à titre quelconque, diriger, administrer,
gérer et liquider une Institution de Prévoyance sociale, que les
personnes n'ayant fait l'objet d'aucune condamnation pour :

— Crime de Droit commun ;

— Vol ;

— Abus de confiance ;

— Escroquerie ou pour délit puni par les lois des peines de
l'escroquerie ;

— Soustraction commise par dépositaire public ;

— Extorsion de fonds ou valeurs ;

— Emission de mauvaise foi de chèque sans provision ;

— Attente au crédit de l'Etat ;

— Recel des choses obtenues à l'aide de ces infractions.

Toute condamnation pour tentative ou complicité des
infractions ci-dessus ou toute condamnation à une peine d'un
an de prison au moins, quelle que soit la nature du délit commis
entraîne la même incapacité.

Les faillis non réhabilités sont frappés des mêmes interdic-
tions prévues au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE II

Modalités de création et de constitution

Art. 8. — L'Institution de Prévoyance sociale est créée par
décret pris en Conseil des ministres.

Le décret de création approuve les statuts de l'Institution qui
lui sont annexés et qui énoncent :

— La forme ;

— La durée de l'Institution qui ne peut excéder quatre-vingt-
dix-neuf ans ;

— L'objet de l'Institution fixant les limites de son activité
dans le respect des dispositions de l'article premier ci-dessus ;

— La raison ou la dénomination sociale ;

— Le siège social ;

— Le montant du fonds d'établissement ;

ainsi que toutes dispositions nécessaires à la vie sociale non
contraires aux dispositions législatives et réglementaires
applicables aux Institutions de Prévoyance sociale et aux
sociétés commerciales.

Art. 9. — L'Institution de Prévoyance sociale jouit de la
personnalité morale, à compter de la date de publication dans
un journal d'annonces légales de la mention de la tenue de son
premier conseil d'administration portant indication de la
constatation du versement de l'intégralité de son fonds
d'établissement, et de la désignation de son président, ainsi que
de son directeur général.

Entre la date du décret de création et la date d'acquisition de
la personnalité morale, aucun acte ne peut être effectué par
l'Institution, à l'exception de ceux de ses mandataires *ad hoc*
personne physique, désignés, l'un par les ministres de tutelle,
l'autre par les instances représentatives des Organisations
professionnelles, au seul effet de la réalisation des formalités
de constitution.

Les mandataires *ad hoc* effectuent les formalités de constitution de l'Institution de Prévoyance sociale, conformément aux dispositions de la présente loi et, à titre subsidiaire, aux règles applicables aux sociétés commerciales.

Art. 10. — Le montant du fonds d'établissement doit être intégralement versé, sous forme de fonds de dotation, dans les comptes de l'Institution de Prévoyance sociale, au plus tard le jour de la tenue du premier conseil d'administration dans un compte domicilié à la Caisse autonome d'Amortissement ouvert au nom de l'Institution.

Le montant du fonds d'établissement peut être versé par l'Etat ou par une ou plusieurs Organisations professionnelles.

Art. 11. — Après le versement mentionné à l'article 10 ci-dessus, les mandataires *ad hoc* convoquent le premier conseil d'administration au vu des actes de nomination prévus à l'article 14 ci-après.

Le premier conseil d'administration :

- i) Constate le versement intégral à la Caisse autonome d'Amortissement du fonds d'établissement ;
- ii) Procède à l'élection de son président ;
- iii) Désigne son directeur général ;
- iv) Donne pouvoir aux mandataires *ad hoc* de procéder à la publication prévue à l'article 9 ci-dessus.

La mission des mandataires *ad hoc* prend fin à compter de la publication mentionnée au point iv) ci-dessus.

Art. 12. — Si les formalités de constitution prévues par le présent chapitre ne sont pas accomplies dans le délai de six mois à compter du décret de création, le montant du fond d'établissement est reversé par la Caisse autonome d'Amortissement, selon le cas au Trésor ou aux Organisations professionnelles qui ont participé à sa constitution, sauf prorogation autorisée par le ministre chargé de l'Economie et des Finances dans des conditions définies par décret, dans l'attente de leur affectation à une Institution de Prévoyance sociale.

CHAPITRE III

Administration et gestion

Section I. — Conseil d'administration

Art. 13. — L'Institution de Prévoyance sociale est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de douze membres au plus représentant l'Etat et les Organisations professionnelles.

Le nombre des membres du conseil d'administration est fixé par les statuts.

Les administrateurs sont choisis à raison de leur compétence, de leur probité et de leur complémentarité.

Les salariés de l'Institution de Prévoyance sociale ne peuvent pas, pendant la durée de leur contrat, être nommés administrateurs.

Art. 14. — Les administrateurs représentant l'Etat sont nommés par arrêté conjoint des ministres de tutelle, sur proposition, le cas échéant, des autorités dont ils relèvent.

Les administrateurs représentant les Organisations professionnelles, sont désignés par leurs instances représentatives. Ces désignations font l'objet de procès-verbaux de nomination transmis au ministre chargé de la Prévoyance sociale.

La composition du conseil d'administration est entérinée par décret, au vu des arrêtés et procès-verbaux de nomination.

Il est transmis par le ministre chargé de la Prévoyance sociale au conseil d'administration le décret mentionné à l'alinéa précédant, ainsi que les arrêtés et procès-verbaux de nomination.

Art. 15. — En cas de carence des instances représentatives des Organisations professionnelles dans l'élection de leurs administrateurs, le ministre chargé de la Prévoyance sociale dresse procès-verbal de carence qui est transmis au conseil d'administration.

A compter de ce procès-verbal de constat, la partie la plus diligente pourra faire procéder, par le Président du Conseil d'Etat aux désignations provisoires des administrateurs manquants.

Ces administrateurs provisoires cesseront leurs fonctions dès transmission au ministre chargé de la Prévoyance sociale des procès-verbaux de nomination des administrateurs représentant les Organisations professionnelles.

Art. 16. — La durée du mandat d'administrateur est de trois ans. Le mandat est renouvelable au maximum deux fois.

En cas d'empêchement ou lorsqu'il est mis fin, avant son expiration, au mandat d'un administrateur, ce dernier est remplacé, selon la même procédure que celle fixée aux articles 13 et 14 ci-dessus pour la durée restant à courir du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Nul ne peut appartenir simultanément au conseil d'administration de plus de deux Institutions de Prévoyance sociale.

Art. 17. — L'administrateur, qu'il soit représentant permanent de l'Etat ou d'une instance représentative des Organisations professionnelles, est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur d'une société commerciale, sans préjudice de la responsabilité solidaire de l'Etat ou des instances représentatives des Organisations professionnelles qu'il représente.

Les administrateurs sont responsables, individuellement, ou solidairement selon le cas, envers l'Institution ou les tiers, soit des actes qu'ils auraient accomplis en infraction aux dispositions légales ou réglementaires applicables à l'Institution de Prévoyance sociale, soit des fautes commises dans leur gestion.

L'action en responsabilité se prescrit, par cinq ans, à compter du fait dommageable, ou de sa révélation s'il a été dissimulé.

Toutefois, lorsque le fait est qualifié crime, l'action se prescrit par dix ans.

Art. 18. — Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. Il peut le révoquer à tout moment.

En cas d'empêchement temporaire du président, le conseil d'administration peut déléguer un autre administrateur dans les fonctions de président. Cette délégation est donnée pour une durée limitée ; elle n'est pas renouvelable.

Art. 19. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de l'Institution dans la limite de l'objet et de ceux expressément réservés par la présente loi ou par les statuts.

Art. 20. — Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de l'Institution l'exige, et au moins une fois par trimestre, sur convocation de son président :

- A son initiative ;
- A la demande du directeur général ;
- A la demande des deux tiers des administrateurs ;
- A la demande d'un des ministres de tutelle.

Il est tenu une feuille de présence émarginée par les administrateurs présents.

Le conseil d'administration ne délibère que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Un administrateur ne peut être représenté que par un autre administrateur appartenant au même collège. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul administrateur.

Sauf dans les cas prévus à l'article 45 ci-dessous, les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

Art. 21. — Chaque séance du conseil d'administration fait obligatoirement l'objet d'un procès-verbal consigné dans un registre spécial tenu au siège de l'Institution, signé du président et d'un administrateur désigné en qualité de secrétaire de séance.

Art. 22. — Les administrateurs perçoivent, dans des conditions qui sont fixées par le conseil d'administration et entérinées par arrêté du ministre chargé de la Prévoyance sociale, en rémunération de leur activité au sein du conseil d'administration, une somme fixe annuelle à titre de jeton de présence.

Section 2. — La direction générale

Art. 23. — La nomination aux fonctions de directeur général, ainsi que la révocation de ces fonctions, sont prononcées par le conseil d'administration.

Les fonctions de directeur général ne peuvent pas être confiées au président du conseil d'administration.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, et pour une durée limitée à trois mois, le conseil d'administration peut, en cas d'urgence ou pour cause de vacance, donner mandat d'assumer provisoirement la direction générale de l'Institution soit à son président, soit à toute autre personne physique.

Ce mandat n'est donné que pour une durée limitée à la vacance, dans la limite de trois mois et prend fin à compter de la nomination d'un nouveau directeur général.

Art. 24. — Le directeur général représente l'Institution dans tous ses rapports avec les tiers.

Art. 25. — Le conseil d'administration détermine expressément, par délibération, l'étendue des pouvoirs qu'il délègue au directeur général sous réserve de ceux expressément attribués au conseil d'administration par la présente loi, ses décrets d'application, le décret de création de l'Institution et les statuts. Il peut les limiter ou les lui retirer à tout moment.

Les statuts doivent préciser expressément les pouvoirs que le conseil d'administration se réserve d'exercer collégialement.

Le conseil d'administration fixe la rémunération du directeur général.

Section 3. — Conventions réglementées ou interdites

Art. 26. — Toute Convention :

— Entre l'Institution et l'un de ses administrateurs ou son directeur général ;

— Ou à laquelle un administrateur ou le directeur général est indirectement intéressé ;

— Ou dans laquelle un administrateur ou le directeur général traite avec l'Institution par personne interposée ;

est formellement interdite sauf cas exceptionnels autorisés par arrêté des ministres de tutelle après avis motivé du conseil d'administration.

Art. 27. — Les Conventions visées à l'article 26 qui n'ont pas été autorisées et approuvées sont nulles de plein droit.

L'action en nullité se prescrit par trois ans à compter de la date de la Convention, ou à compter du jour où elle a été révélée, si la convention a été dissimulée.

Art. 28. — Les conventions autorisées et approuvées produisent tous leurs effets, sauf en cas de fraude.

Art. 29. — Il est interdit aux administrateurs, aux directeurs généraux, ou à leurs conjoints, ascendants ou descendants, à peine de nullité du contrat et sans préjudice de leur responsabilité, de contracter des emprunts auprès de l'Institution de Prévoyance sociale, de se faire consentir par elle un découvert ou compte courant, ou de faire garantir par cette dernière leurs engagements envers les tiers.

Il en est de même des conventions de prêt ou de garantie auxquelles un administrateur ou le directeur général est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec l'Institution par personne interposée.

CHAPITRE IV

Dispositions relatives au contrôle des Institutions de Prévoyance sociale

Section 1. — Le contrôle contractuel

Art. 30. — Il est obligatoirement conclu entre l'Etat et l'Institution de Prévoyance sociale, en raison de sa mission de Prévoyance sociale, une Convention définissant ladite mission, son étendue, les conditions et les modalités de son exécution, ainsi que, d'une façon générale, l'ensemble des obligations, notamment financière, à la charge de l'Institution et, le cas échéant, de l'Etat.

Art. 31. — Sans préjudice des dispositions de l'article 30, l'Etat peut également conclure avec l'Institution de Prévoyance sociale, un contrat fixant des objectifs à atteindre ou la réalisation de performances quantifiables périodiquement.

Section 2. — Contrôle et vérification des comptes

Art. 32. — Toute Institution de prévoyance sociale est contrôlée par deux commissaires aux comptes, personnes physiques ou morales, choisis parmi les auditeurs agréés par le ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Les commissaires aux Comptes sont nommés pour trois exercices sociaux par le conseil d'administration, dont un sur proposition du ministre chargé de l'Economie et des Finances, et l'autre sur proposition des Organisations professionnelles. Leur mandat est renouvelable sans limitation.

Ces nominations sont transmises, pour information, au ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Leurs fonctions expirent après l'approbation, par le conseil d'administration, des comptes du troisième exercice de leur mandat.

Le commissaire aux Comptes nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les honoraires des commissaires aux Comptes, ainsi que leurs frais de déplacement et de séjour engagés dans l'exercice de leurs fonctions, sont à la charge de l'Institution.

Le montant de leurs honoraires est fixé globalement, d'accord partie.

Les commissaires aux Comptes opèrent leurs contrôles et vérifications ensemble, ou séparément, et peuvent émettre des rapports communs ou distincts.

Les rapports des commissaires aux Comptes sont transmis, pour information, aux ministres de tutelle.

Art. 33. — Les commissaires aux Comptes d'une Institution de Prévoyance sociale certifient que les comptes annuels sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Institution à la fin de cet exercice.

Ils sont habilités à procéder, tout au long de l'exercice, à la vérification des documents, livres et valeurs de l'Institution et au contrôle des comptes sociaux et des informations données dans les rapports du conseil d'administration, et à faire toute recommandation à l'effet de permettre cette certification.

En cas de difficulté, ils en rendent compte au ministre chargé de l'Economie et des Finances comme indiqué à l'article 43 ci-après.

Ils peuvent obtenir, par décision de Justice, obligation de communication par tous autres tiers de documents, contrats, livres ou registres nécessités par l'exercice de leur mission.

Le rapport des commissaires aux Comptes doit faire toute observation nécessaire sur l'évolution de la situation financière et économique de l'Institution, notamment des écarts constatés entre les prévisions, telles que fixées par le budget approuvé conformément à l'article 39 ci-après, et les réalisations.

Art. 34. — Les commissaires aux Comptes portent à la connaissance du conseil d'administration les contrôles et vérifications qu'ils ont effectués, font toutes observations sur les méthodes d'évaluation utilisées pour l'établissement du bilan et des documents comptables de fin d'exercice et indiquent les modifications qui leur paraissent devoir être apportées à ces documents.

Ils signalent les irrégularités ou inexactitudes qu'ils ont découvertes.

Art. 35. — Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 26 à 29 et des articles 32 et 33 ci-dessus, dans les Institutions de Prévoyance sociale, les commissaires aux Comptes, dans un rapport spécial, portent directement à la connaissance du conseil d'administration leurs constatations résultant des contrôles et vérifications complémentaires qu'ils ont pu être amenés à effectuer, le cas échéant, à raison des missions confiées à l'Institution par l'Etat.

Lorsqu'il a été mis à la disposition d'une Institution de Prévoyance sociale par l'Etat, ou par toute autre Institution de Prévoyance sociale, des biens du domaine public ou de leur domaine privé, les commissaires aux Comptes font, dans ce même rapport spécial, toute observation sur les méthodes utilisées pour l'établissement des documents comptables afférents à l'inventaire de ces biens, ainsi que, le cas échéant, à leur amortissement et à leur renouvellement.

Lorsque l'un des contrats mentionnés aux articles 30 et 31 ci-dessus lie l'Institution de Prévoyance sociale à l'Etat, il est fait mention, dans le rapport spécial, des observations et constatations relatives aux conséquences économiques et financières pour l'Institution de l'exécution de ce contrat.

Art. 36. — Les commissaires aux Comptes ne peuvent être nommés administrateurs ou directeur général de l'Institution de Prévoyance sociale qu'ils contrôlent moins de cinq années après la cessation de leurs fonctions. Ils ne peuvent dans les mêmes délais, exercer les fonctions de gérant, administrateur général d'une société dont l'Institution de Prévoyance sociale posséderait au moins 35 % du capital lors de la cessation de leurs fonctions de commissaires aux Comptes.

Art. 37. — Les commissaires aux Comptes sont convoqués à la réunion du conseil d'administration qui arrête le bilan et les documents comptables de l'exercice écoulé. Ils peuvent être convoqués à toutes autres réunions du conseil d'administration par son président.

Section 3. — Dispositions relatives à l'exercice de la tutelle

Art. 38. — Chaque Institution de Prévoyance sociale est placée sous la tutelle financière du ministre chargé de l'Economie et des Finances et sous la tutelle technique du ministre chargé de la Prévoyance sociale.

L'exercice de la tutelle est coordonnée par le ministre chargé de la Prévoyance sociale.

Les règles de tutelle, définies par le décret de création de chaque Institution de Prévoyance sociale, fixent limitativement les conditions et modalités de l'exercice, par l'Etat de son contrôle *a posteriori* sur l'exécution, par ladite Institution, de sa mission de Prévoyance sociale. Ces règles ne doivent pas faire obstacle à la réalisation, par le conseil d'administration de l'Institution, de son objet, dans le respect des principes et des règles de performance établies par le Traité instituant la Conférence internationale de Prévoyance sociale.

Art. 39. — L'Institution de Prévoyance sociale a l'obligation de faire approuver, par son conseil d'administration, avant la clôture de l'exercice, le budget et le compte d'exploitation de l'exercice suivant.

Le président du conseil d'administration de l'Institution a l'obligation de transmettre, dans le mois suivant leur adoption, ces documents au ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Le ministre chargé de l'Economie et des Finances peut, dans un délai d'un mois à compter de la réception desdits documents, demander au conseil d'administration d'y introduire toute modification tendant au respect de l'équilibre financier de l'Institution.

L'absence d'observation du ministre chargé de l'Economie et des Finances vaut approbation.

Art. 40. — Le bilan et les documents comptables de fin d'exercice sont arrêtés et établis dans les délais et conformément à l'annexe du Traité instituant la Conférence internationale de Prévoyance sociale, et à titre subsidiaire aux dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés commerciales.

A cet effet, à la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des éléments d'actif et de passif de l'Institution, établit le bilan et les comptes de l'exercice et rédige un rapport sur l'activité de l'Institution pendant cet exercice et sur sa situation financière.

Les inventaires, le bilan, les documents comptables de fin d'exercice sont transmis au ministre chargé de l'Economie et des Finances dans un délai minimum de quarante cinq jours avant la date du conseil d'administration chargé de l'approuver.

Le ministre chargé de l'Economie et des Finances, dans le délai susmentionné à l'alinéa précédent, peut faire des observations et demander toute application complémentaire au conseil d'administration.

Dans un délai maximum de six mois à compter de la clôture de l'exercice, le conseil d'administration approuve les comptes qu'il transmet immédiatement, pour information, au ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Art. 41. — Le ministre chargé de l'Economie et des Finances est habilité à interroger les commissaires aux Comptes désignés de l'Institution de Prévoyance sociale, dans des conditions et selon une fréquence qu'il fixe, sur toute question relative aux éléments comptables et financiers de l'Institution.

Art. 42. — Chaque Institution de Prévoyance sociale a l'obligation de publier son bilan dans un journal d'annonces légales dans le mois suivant son approbation par le conseil d'administration.

Art. 43. — Dans le mois qui suit la survenance ou la constatation de l'une des situations suivantes :

- Le bilan et les documents comptables de fin d'exercice ne sont pas arrêtés, établis et transmis dans les délais et conformément à la législation en vigueur ;

- La forme et les méthodes d'établissement des documents comptables de fin d'exercice varient par rapport à celles de l'année précédente ;

- Les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission ne sont pas transmis aux commissaires aux Comptes ;

- Le budget et le compte d'exploitation mentionnés à l'article 39 ci-dessus, n'ont pas été approuvés par le conseil d'administration et transmis, dans le mois suivant leur approbation, au ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Les commissaires aux Comptes ont l'obligation de saisir le ministre chargé de l'Economie et des Finances par un rapport motivé indiquant les diligences effectuées par l'Institution ou par eux-mêmes et les causes de l'événement survenu ou constaté. Copie de ce rapport doit immédiatement être adressée au conseil d'administration.

Ils ont également l'obligation de saisir l'un ou l'autre des ministres de tutelle chaque fois qu'ils constatent, dans l'accomplissement de leur mandat ou de leur mission, une difficulté persistante ou l'inobservation d'une disposition législative, réglementaire ou statutaire susceptible d'affecter le fonctionnement

normal de l'Institution et de compromettre la réalisation de ses objectifs. Ils doivent immédiatement en aviser le conseil d'administration.

Le ministre chargé de l'Economie et des Finances doit, dans le mois qui suit sa saisine en application du présent article, faire toute recommandation au conseil d'administration, au directeur général, ou aux commissaires aux Comptes pour pallier les dysfonctionnements constatés.

Art. 44. — En cas de carence du conseil d'administration dans l'exercice de ses fonctions et notamment, en cas d'inexécution, du fait de son action ou de son inaction, des Conventions prévues aux articles 31 et 32 ci-dessus, les ministres de tutelle peuvent mettre en demeure le conseil d'administration d'avoir à prendre, selon des modalités qu'ils recommandent, les mesures appropriées.

Si dans un délai de trois mois à compter de cette mise en demeure, la carence du conseil d'administration persiste, les ministres de tutelle peuvent demander aux Organisations professionnelles de pourvoir au remplacement de leurs administrateurs selon les modalités prévues aux articles 13 et 14 ci-dessous.

Si dans un délai de trois mois à compter de la demande exprimée aux Organisations professionnelles la carence persiste et qu'il n'a pas été procédé aux remplacements des administrateurs défaillants, un décret pris en Conseil des ministres peut prononcer la révocation de tous les membres du conseil d'administration.

Il est alors procédé à la désignation d'un nouveau conseil d'administration dans un délai d'un mois à compter de la signature du décret de révocation, conformément aux dispositions des articles 13 et 14 ci-dessus et, le cas échéant, de l'article 15 ci-dessus.

Pendant la période mentionnée à l'alinéa précédent, le directeur général assume, sous sa responsabilité, la gestion des affaires courantes. Il est mis fin à ses fonctions à compter de la date de réunion du conseil d'administration nouvellement désigné qui peut, soit le reconduire dans ses fonctions, soit nommer un nouveau directeur général.

Art. 45. — Toute décision d'émission d'emprunt obligataire par une Institution de Prévoyance sociale doit être transmise, pour information, au ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Tout emprunt et garantie d'un montant supérieur à un seuil fixé par les statuts de chaque Institution de Prévoyance sociale, doit être soumis à l'approbation du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Les conditions et modalités d'acquisition et d'aliénation d'immeubles par une Institution de Prévoyance sociale sont fixées par le conseil d'administration délibérant à la majorité des deux tiers.

Les règles applicables à l'Institution précisant les conditions et modalités de passation de ses marchés de travaux, fournitures, et services sont fixées par le conseil d'administration délibérant à la majorité des deux tiers.

Section 4. — Contrôle juridictionnel

Art. 46. — Les documents comptables de fin d'exercice et les rapports des commissaires aux Comptes relatifs à l'Institution de Prévoyance sociale doivent être transmis, par le ministre chargé de l'Economie et des Finances, à la Cour des Comptes conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Section 5. — Contrôle exercé par les Organes de la Conférence interafricaine de la Prévoyance sociale (C.I.P.R.E.S.)

Art. 47. — L'Institution de Prévoyance sociale est soumise aux dispositions de contrôle organisées par le Traité instituant la Conférence interafricaine de la Prévoyance sociale, notamment en ce qui concerne la Commission de Surveillance de la Prévoyance sociale et l'Inspection régionale de la Prévoyance sociale.

Conformément aux dispositions du Traité instituant la Conférence interafricaine de la Prévoyance sociale, l'Institution de Prévoyance sociale est tenue au respect des recommandations et actes émanant des Organes compétents de la Conférence interafricaine de la Prévoyance sociale, ayant force obligatoire à son égard.

CHAPITRE V

Modification, transformation et dissolution

Art. 48. — Si, du fait des pertes constatées dans le bilan et les documents comptables de fin d'exercice, l'Institution de Prévoyance sociale a dû puiser dans ses réserves pour maintenir l'équilibre financier de l'exercice, le conseil d'administration doit, dans les trois mois qui suivent, proposer une analyse prévisionnelle de l'équilibre financier de l'Institution assortie, le cas échéant, de mesures de redressement dans le cas où l'équilibre financier peut être rompu à moyen terme (cinq ans).

Ces documents doivent être transmis pour information au ministre de l'Economie et des Finances.

Dans ce même délai, le conseil d'administration doit prendre les mesures appropriées.

A défaut de redressement dans les six mois qui suivent l'expiration du délai susmentionné, un décret peut décider de la dissolution de l'Institution. En cas de continuation des activités, toutes mesures législatives et réglementaires permettant le redressement de l'Institution doivent être prises.

Art. 49. — Toute modification statutaire, fusion, scission, transformation ou dissolution de l'Institution est décidée par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers et entérinée par décret pris en Conseil des ministres.

En cas de dissolution, le décret la prononçant fixe les conditions et modalités de la liquidation de l'Institution.

Art. 50. — Les fusions, scission, transformation ne peuvent avoir pour effet de modifier la nature d'Institution de Prévoyance sociale de l'Organisme.

Art. 51. — En cas de dissolution d'une Institution de Prévoyance sociale, l'excédent de l'actif net sur le passif est dévolu, par décision du conseil d'administration, entérinée par décret pris en Conseil des ministres, soit à une autre Institution de Prévoyance sociale, soit à toute autre entreprise, ou Organisme chargé d'une mission de Prévoyance sociale.

CHAPITRE VI

Sanctions

Art. 52. — En cas de non respect des dispositions de l'article 43 ci-dessus, les ministres de tutelle peuvent, selon le cas, demander au conseil d'administration la révocation de leurs fonctions du directeur général, des administrateurs et des commissaires aux Comptes fautifs.

Ils peuvent également demander au conseil d'administration la suspension du versement des jetons de présence ou demander que soient prises toutes autres mesures appropriées.

L'application des sanctions prévues au présent article ne fait pas obstacles à l'application, le cas échéant, des sanctions pénales prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Art. 53. — Sont punis d'une amende de 400.000 à 4.000.000 de francs C.F.A. les administrateurs ou le directeur général d'une Institution de Prévoyance sociale qui n'auront pas :

— Etabli, à la clôture d'un exercice social, l'inventaire des actifs et passifs de l'Institution, les documents comptables et documents annexes, et le rapport écrit sur l'activité et la situation de l'Institution ;

— Employé pour l'établissement de ces documents, les mêmes formes et mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes en l'absence d'autorisation spéciale du conseil d'administration ;

— Transmis au ministre chargé de l'Economie et des Finances ou aux commissaires aux Comptes les documents ou informations demandés en application des dispositions des articles 33, 35, 39, 40, 41, 43 et 45.

Art. 54. — Seront punis d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 400.000 à 2.000.000 de francs C.F.A., ou l'une de ces deux peines seulement, les administrateurs ou le directeur général d'une Institution de Prévoyance sociale :

— Qui auront sciemment présenté ou publié des documents comptables ou documents annexes inexacts, en vue de dissimuler la véritable situation financière de l'Institution ;

— Qui auront fait des biens ou du crédit de l'Institution un usage, soit qu'ils savaient contraire ou étranger à l'objet ou à l'intérêt de celle-ci, soit à des fins personnelles, ou pour favoriser une entreprise dans laquelle ils étaient intéressés directement ou indirectement.

Art. 55. — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 400.000 à 4.000.000 de francs C.F.A., ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura sciemment fait obstacle aux vérifications ou contrôles des commissaires aux Comptes.

Art. 56. — Sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 400.000 à 4.000.000 de francs C.F.A., ou de l'une de ces deux peines seulement, tout commissaire aux Comptes qui, sans avoir saisi le ministre chargé de l'Economie et des Finances d'une difficulté conformément à l'article 43 ci-dessus, n'aura pas vérifié les comptes, documents et informations de l'Institution de Prévoyance sociale qu'il contrôle, aura sciemment donné ou confirmé de fausses informations sur la situation de l'Institution, ou n'aura pas révélé au procureur de la République, les faits délictueux dont il aura eu connaissance.

Art. 57. — Sera puni d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 400.000 à 2.000.000 de francs C.F.A., ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura sciemment accepté ou conservé les fonctions de commissaire aux Comptes d'une Institution, nonobstant les incompatibilités légales, ainsi que les commissaires aux Comptes qui n'auront pas satisfait aux dispositions de l'article 35.

CHAPITRE VII

Dispositions finales

Art. 58. — Il est établi conjointement par les ministres de tutelle, et communiqué à l'Assemblée nationale pour information, un rapport sur les mesures sociales mises en œuvre par les Institutions de Prévoyance sociale ainsi que sur leur situation économique et financière.

En annexe à ce rapport est joint :

- 1° La liste des Institutions de Prévoyance sociale et leur objet ;
- 2° L'évaluation de la politique sociale menée par les Institutions de Prévoyance sociale, conformément aux différentes Conventions qui les lient à l'Etat et aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- 3° Pour chaque Institution, le montant de l'actif net et du passif net pour l'exercice social antérieur à celui de l'exercice écoulé ;
- 4° La liste, concernant les Institutions de Prévoyance sociale :
 - Des liquidations ;
 - Des engagements financiers à l'égard de l'Etat en sa qualité de prêteur ou de garant ;
 - Des subventions et aides reçues.
- 5° Les mesures de redressement envisagées, ainsi que d'extension ou de développement de ces Institutions.

Art. 59. — Les sociétés d'Etat et les établissements publics qui ont pour objet de remplir une mission de service public tendant à la réalisation de prestations de Prévoyance sociale peuvent être transformés par décret en Institutions de Prévoyance sociale régies par les dispositions de la présente loi.

Art. 60. — Tout acte étranger à l'objet de l'Institution, accompli en violation des pouvoirs dont sont investies les personnes pouvant agir au nom de l'Institution est nul.

Il produit néanmoins ses effets à l'égard des tiers qui ont agi de bonne foi.

Art. 61. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'Institution de Prévoyance sociale, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement et en toute lettres : Institution de Prévoyance sociale régie par la loi n° 99-476 du 2 août 1999 et l'énonciation de son décret de création, du montant de son fonds d'établissement et de son numéro de compte contribuable.

Art. 62. — Des décrets préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Art. 63. — La présente loi sera publiée au *Journal officiel* de la république de Côte d'Ivoire et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Abidjan, le 2 août 1999.

Henri Konan BEDIE.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRETS portant intérim.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 96 PR. 01 du 24 janvier 1996 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 96 PR. 02 du 26 janvier 1996 portant nomination des membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n° 99 PR. 10 du 10 août 1999,

DECRETE :

DECRET n° 99-520 du 23 août 1999. — M. Albert Kakou Tiapani, ministre du Logement et de l'Urbanisme, est chargé de l'intérim du ministère des Infrastructures économiques, pendant l'absence de M. Jean-Michel Moulod.

Le présent décret prend effet pour compter du 20 août 1999.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 99-522 du 24 août 1999. — M. Ahoua N'Guetta Timothée, ministre d'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, est chargé de l'intérim du ministère d'Etat, chargé de la Solidarité nationale, pendant l'absence de M. Laurent Dona-Fologo.

Le présent décret prend effet pour compter du 24 août 1999.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 99-523 du 24 août 1999. — M. Jean-Baptiste Ayayé Aman, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget, est chargé de l'intérim du ministère de l'Economie et des Finances, pendant l'absence de M. N'Goran Niamien.

Le présent décret prend effet pour compter du 23 août 1999.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 99-524 du 24 août 1999. — M. Ahoua N'Doli Théophile, ministre de l'Industrie, du Tourisme et des Petites et Moyennes Entreprises, est chargé de l'intérim du ministère de l'Energie, pendant l'absence de Mme Safiatou Ba-N'Daw.

Le présent décret prend effet pour compter du 23 août 1999.

Henri Konan BEDIE.

DECRET n° 99-525 du 25 août 1999. — M. Emile Constant Bombet, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, est chargé de l'intérim du ministère délégué auprès du ministère d'Etat, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, chargé de la Coopération internationale, pendant l'absence de M. Youssoufou Bamba.

Le présent décret prend effet pour compter du 25 août 1999.

Henri Konan BEDIE.

PRIMATURE

ARRETE n° 03 S.G.G. du 23 avril 1999 portant nomination d'un chargé d'Etudes au Secrétariat général du Gouvernement.

LE SECRETAIRE GENERAL DU GOUVERNEMENT,

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction publique et les textes subséquents ;

Vu le décret n° 71-159 du 25 mars 1971 portant institution d'une indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires et sujétions particulières en faveur de certains personnels des cabinets ministériels ;